

Nous sommes les derniers au monde à croire que nous pouvons réussir à éliminer la prostitution mais... nous pouvons la réléguer à certains motels, hôtels et maisons de rapport miteux dans le cœur de la ville et y faire des descentes de temps à autre pour la tenir sous notre coupe.

Est-ce vraiment la solution que le gouvernement juge appropriée au grave problème de la prostitution? A mon avis, ce serait s'esquiver de façon plutôt cynique devant un grave problème.

Je viens d'examiner certains problèmes à court terme comme entre autres, la nuisance. Dans notre collectivité, dans notre société, il faut que nous comprenions bien qu'il s'agit là d'un problème social et économique fondamental, d'un problème qui relève dans un sens plus large de l'exploitation et de la dégradation de la femme. C'est un problème qui, en fin de compte, relève du caractère sexiste de notre société, étant donné que les femmes continuent de souffrir d'inégalités économiques et sociales. Les femmes continuent d'être victimes du sexisme publicitaire. Elles continuent d'être victimes de violence, qu'il s'agisse du problème de la femme battue, qui se pose comme nous le savons à tous les niveaux, qu'il s'agisse du harcèlement sexuel, du viol ou des autres formes de violence. Et elles continuent d'être victimes de la pornographie. C'est seulement lorsque nous nous attaquerons à toutes ces choses-là que nous pourrions nous occuper des causes sous-jacentes de la prostitution. Il est grandement temps que nous nous attaquions à ces problèmes.

Je félicite également la Commission Fraser d'avoir reconnu que diverses mesures concrètes peuvent et doivent être prises pour cela. Elle recommande par exemple une série de mesures concernant les sujets de préoccupation économiques et sociaux en ce domaine. Elle a traité de la question d'ensemble, qui est celle de l'amélioration des infrastructures s'occupant des enfants, du recyclage des femmes pour leur permettre de sortir de la prostitution, de l'extension des avantages sociaux aux travailleurs à temps partiel, et du réaménagement de la législation sociale pour permettre aux femmes de subvenir convenablement aux besoins de leur famille. Des recommandations ont effectivement été présentées par un groupe de Vancouver, The Alliance for the Safety of Prostitutes in Vancouver, sous forme de points concrets visant à aider les femmes à sortir du cercle vicieux de la prostitution. Ce groupe proposait notamment qu'on établisse des centres populaires de rencontre où seraient offerts des soins médicaux, de l'information en matière de planification des naissances, et des services juridiques, tels les services d'un avocat et des procédures d'appel en matière de bien-être social. Le groupe est allé jusqu'à prétendre que la prostitution serait un phénomène moins répandu si les services suivants étaient tous ou en partie disponibles de façon à alléger le fardeau des femmes seules et uniques soutiens de famille: des garderies, comme je l'ai déjà signalé, afin que les prostituées qui ont des enfants puissent obtenir un emploi régulier; des bourses d'étude pour que les prostituées poursuivent leurs études ou améliorent leur compétence professionnelle; des coopératives de logement qui permettent de réduire le coût de la vie des familles monoparentales ou des femmes seules; des prestations de bien-être social plus élevées pour que les femmes qui les touchent n'aient pas à recourir à la prostitution en attendant leur chèque; un salaire minimum plus substantiel afin que les femmes à faible revenu n'aient pas à recourir à la prostitution pour arrondir leurs fins de mois; et des cours spéciaux à l'intention des travailleurs sociaux et des agents de police qui ne savent pas comment traiter les prostituées.

Le Code criminel

• (1230)

A ce propos, monsieur le Président, je voudrais citer les paroles d'une jeune femme sur la nature de son métier, la prostitution. Ce qu'elle en dit m'amène à me demander pourquoi nous chercherions à punir encore plus ces personnes. Dans quelle société vivons-nous pour vouloir nous en prendre à de pauvres femmes qui sont déjà des victimes et dont un grand nombre ont subi des agressions sexuelles dans leur enfance? Des études ont montré que jusqu'à 80 p. 100 d'entre elles ont été victimes de violence et d'abus sexuels. Une majorité écrasante d'entre elles voudraient, si elles en avaient le choix, cesser de faire le trottoir. Dernièrement, à Winnipeg, au Manitoba, une étude effectuée par le YMCA et la Société Elizabeth Fry nous révélait que, dans cette ville, 90 p. 100 des prostituées souhaitaient quitter ce métier. Pas étonnant quand on sait combien elles sont violentées, agressées, abaissées, humiliées et dépersonnalisées. Il faut leur venir en aide. Ces femmes ont besoin de suivre une formation et de refaire des études.

Il est très facile pour nous, parlementaires, d'adopter des lois qui dissimuleront simplement le problème et de nous en laver les mains. Cependant, agir de la sorte, ce serait manquer à nos obligations envers ceux que nous devons représenter. Nous manquerions à nos obligations envers nos localités parce que nous ne ferions absolument rien pour nous attaquer aux causes sous-jacentes de la prostitution. J'ai déjà parlé de l'hypocrisie du procureur général de la Colombie-Britannique, qui réclame des sanctions plus sévères à l'égard des prostituées alors que son gouvernement s'attaque aux femmes célibataires, rend leur survie impossible et ferme les centres d'accueil pour jeunes prostituées. C'est de la pure hypocrisie.

Qui sont ces prostituées? Une jeune femme a décrit sa vie de la façon suivante:

Pourquoi nous détournons-nous tellement des façons de vivre normales? Nous ne sommes même pas considérées comme faisant partie de la société. Par exemple, pour louer un appartement, vous devez indiquer votre occupation. Vous ne pouvez pas obtenir de prêts bancaires ou acheter une automobile. Vous devez inventer une histoire quelconque. Vous vivez donc dans un monde où toutes les transactions se font en espèces... Quand vous laissez la prostitution, vous devez recommencer à zéro. Les gens demandent ce que vous avez fait pendant les cinq dernières années. C'est la société qui détermine comment les filles peuvent se sortir de la prostitution. Dès que vous essayez de faire quelque chose comme lancer une entreprise avec de l'argent, le gouvernement s'en mêle. Vous avez le monde entier contre vous. Vous essayez de vous réintégrer au système, vous êtes congédiée et ensuite les gens demandent: «Pourquoi n'avez-vous pas réussi?»

Pendant des années, j'ai eu une très mauvaise opinion de moi-même. Les attitudes de la société influent sur la perception qu'on a de soi. S'entendre dire constamment qu'on est une pute, qu'on est une moins que rien, une traînée, cela finit par laisser des traces. Si la société, les organismes sociaux, les forces de l'ordre et votre famille vous répètent constamment la même chose pendant des années, vous ne pouvez faire autrement qu'avoir une mauvaise opinion de vous-même; c'est seulement depuis quelques années que j'ai commencé à me sentir un peu mieux dans ma peau. Cela ne m'était pas arrivé depuis des années.

On nous demande à titre de parlementaires de faire quelque chose à propos d'une crise dans les quartiers résidentiels. Je pense cependant que le gouvernement fait complètement fausse route. J'espère que, quand le projet de loi sera renvoyé au comité, nous permettrons à ceux qui ont de graves préoccupations au sujet de ce projet de loi de les exprimer. J'espère que nous consulterons des représentants du Conseil canadien de la situation de la femme lequel s'est fermement élevé contre le projet de loi, des membres de l'Association nationale des femmes et du droit ainsi que des représentantes de nombreux